



Focus sur l'Australie
Décarbonisation et décolonisation

Futurs post-extractivistes
Pages 2 et 4



Recherche
Connexions d'un pôle à l'autre

La contemporanéité de la médecine Maya
Pages 7 et 8



Réunion internationale
Le territoire Mapuche Lafkeche

Page 10



Nouvelles

Numéro 9

Printemps 2023

CENTRE POUR LA CONSERVATION ET LE DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONES ALTERNATIFS

Colin Scott remporte le prix Weaver-Tremblay en anthropologie canadienne

Par l'équipe de CICADA

CICADA souhaite féliciter chaleureusement son directeur, Colin Scott, qui a reçu le prix « Weaver-Tremblay 2023 » en Anthropologie Appliquée Canadienne de la Société canadienne d'anthropologie (CASCA) pour son « engagement de longue date en faveur des droits territoriaux, de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples autochtones au Canada. » Il s'agit d'un prix prestigieux en anthropologie canadienne, décerné à des anthropologues dont la carrière est marquée par la rigueur intellectuelle, le service public et l'activisme. Le prix reconnaît



Colin lors d'une conférence des partenaires africains de la CICADA à Bishoftu, en Éthiopie.

l'importance pour les anthropologues de prendre « des positions publiques sur des questions d'intérêt social et politique, en particulier dans des cas qui affectent directement ceux qui ont traditionnellement fait l'objet d'études anthropologiques. » Le travail de Colin sur les ontologies et épistémologies relationnelles est cité comme offrant des « conseils » et une « inspiration » pour la prochaine génération de chercheurs-

euses. Colin a été invité à donner une conférence plénière lors de la conférence conjointe AAA/CASCA le 15 novembre à Toronto où il recevra le prix.

Félicitations Colin ! ●

Plus d'informations sur le prix à l'adresse suivante :

<https://www.cas-sca.ca/about/prizes-and-awards/weaver-tremblay-award/information>



Colin s'entretient avec Héctor Jaime Vinasco, partenaire de CICADA, dans le Resguardo Indígena Cañamomo en Colombie.

Décarbonisation et décolonisation en Australie

Par Jon Altman

En mai 2022, il y a tout juste un an, l'Australie a élu un nouveau gouvernement légèrement à gauche. Soudainement, après une décennie de silence et de déni, on en est venu à reconnaître plus ouvertement que le monde est confronté à une crise climatique qui touche la biodiversité, et que l'Australie doit jouer un rôle sérieux dans sa gestion.

Le gouvernement Albanese a rapidement adopté des lois visant à décarboniser le pays, en réduisant les émissions de 43 % d'ici à 2030 et en les ramenant à zéro d'ici à 2050. Parallèlement, le nouveau gouvernement a répondu à un certain nombre d'enquêtes sur la protection du patrimoine, à la suite de la catastrophe des abris vieux de 46 000 ans dans les gorges de Juukan, détruits par Rio Tinto en 2020 ; ainsi que sur la protection de l'environnement, dans le cadre de l'examen périodique, coordonné par Graeme Samuel, de la loi nationale sur la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité. Le rapport de Samuel a indiqué qu'elle n'était pas adaptée à son objectif, et le document complet, de 2 500 pages, sur l'état de l'environnement en 2021, a fourni des preuves irréfutables que la biodiversité est en déclin rapide. Une étude indépendante Chubb sur le fonctionnement du Fonds australien de réduction des émissions, qui achète des unités de crédit carbone australiennes pour le carbone réduit ou séquestré.

Le gouvernement s'est engagé en principe à renforcer les lois nationales sur la protection du patrimoine, en y insérant des exigences en matière de consentement préalable, libre et éclairé (FPIC). Son plan pour une nature positive fait de nombreuses références aux peuples des Premières nations et à leur contribution à la protection de la biodiversité dans les 82 zones autochtones protégées (IPA) actuellement déclarées, qui représentent plus de 50 % du système de réserves nationales. Lors de la conférence des Nations unies sur la biodiversité COP15, l'Australie a été l'un des principaux signataires du cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal, qui fixe des objectifs mondiaux pour enrayer et inverser la perte de biodiversité. L'Australie s'est engagée à étendre ses domaines de conservation terrestres et marins



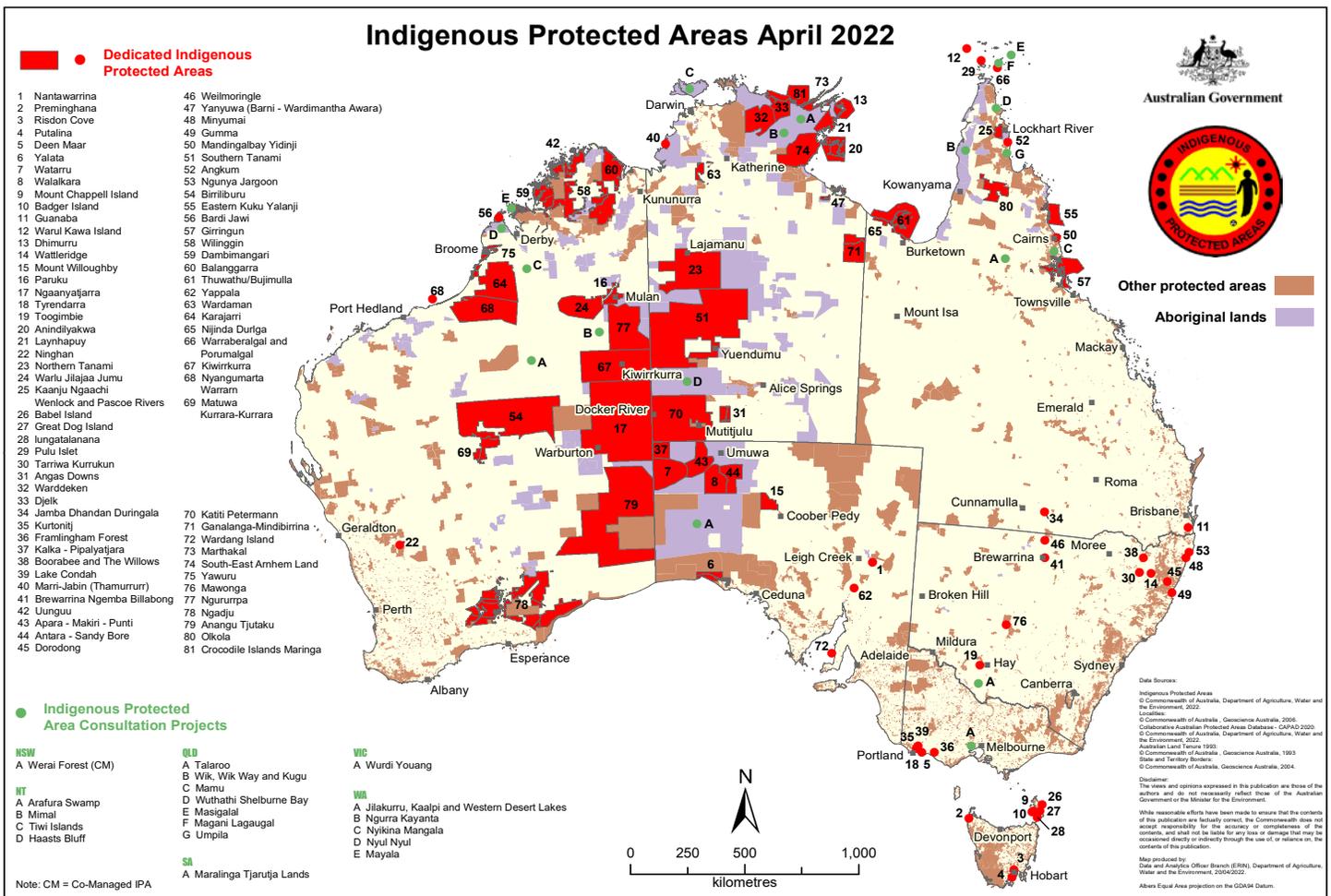
Brûlage en début de saison sèche (pour la réduction des émissions de carbone).

à 30 % du continent et des mers environnantes d'ici à 2030. En réponse à l'étude Chubb, un soutien de principe a de nouveau été exprimé en faveur de l'obligation de disposer d'un CLIP sur les terres des Premières nations.

Du point de vue des Premières nations, ces initiatives sont positives. Il est de plus en plus admis que si l'Australie veut décarboniser l'économie et protéger la biodiversité, elle aura besoin de l'aide des Premières nations et de leurs terres, qui pourraient s'étendre à 65 % du continent lorsque le processus de revendication des titres autochtones sera achevé. La quasi-totalité des 10 % supplémentaires de l'Australie qui devront être ajoutés au domaine de la conservation d'ici 2030 seront des terres appartenant aux Premières nations. En outre, il existe des perspectives de réduction et de séquestration du carbone sur ces terres, au-delà des efforts considérables actuellement déployés dans la savane tropicale ; le domaine des Premières nations pourrait devenir une Amazonie australienne. Enfin, les terres des Premières nations sont très prometteuses en matière d'énergie solaire et éolienne et de ressources minérales essentielles : la transition de l'Australie vers une « superpuissance » en matière d'énergie renouvelable dépendra de ces terres.

Il existe également des inconvénients qu'il convient de reconnaître. La plupart des terres des Premières nations, qui couvrent aujourd'hui quatre millions de kilomètres carrés, la moitié en possession exclusive, l'autre moitié en possession non exclusive, se trouvent dans des régions reculées de l'Australie. Les membres des Premières nations y sont très pauvres, seuls trois adultes sur dix ont un emploi et plus de la moitié d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le gouvernement doit faire beaucoup plus pour combler les lacunes en matière de logement, de services de santé, d'éducation adéquat et de sécurité énergétique et alimentaire dans les communautés isolées du « Country ».

Plus de la moitié du système actuel de réserves nationales est gérée par moins de 900 postes de gardes forestiers autochtones équivalents temps plein. Le nouveau gouvernement s'est engagé à doubler progressivement ce nombre, mais les IPA actuelles, qui couvrent une superficie totale de 850 000



Carte : Territoires autochtones à partir d'avril 2022.

km2, ne sont gérées que par une poignée de postes financés. Les peuples des Premières nations sont en position de force et se mobilisent politiquement grâce à plusieurs nouvelles alliances, notamment l'Indigenous Carbon Industry Network (réseau de l'industrie du carbone autochtone), qui représente le secteur du carbone autochtone, le Country Needs People et d'autres organisations qui défendent les groupes de gardes forestiers et les API, le First Nations Clean Energy Network (réseau de l'énergie propre des Premières nations) et la First Nations Heritage Protection Alliance (alliance pour la protection du patrimoine des Premières nations).

Le défi consiste maintenant à amener l'État australien et le public à reconnaître et à accepter que la décarbonisation ne se fera pas sans les terres et les peuples des Premières nations. Pour décarboniser l'Australie, il faut la décoloniser, en garan-

tissant ce que Moana Jackson, le regretté avocat constitutionnel Māori, appelait la « restauration éthique ». La décarbonisation nécessitera un transfert de pouvoir aux propriétaires terriens des Premières nations et une rémunération appropriée pour leur travail, effectué dans des conditions souvent difficiles et des régions reculées ; la conservation de la biodiversité ; le secteur des énergies renouvelables ; et la suppression et la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à des pratiques telles que le brûlage de la savane. La décolonisation implique que soit garantie l'autodétermination, afin que les Premières Nations puissent décider des formes prises par le développement sur leurs terres. ●

Visitez-nous en ligne



cicada.world/fr



facebook.com/CICADA.world



linkedin.com/company/CICADAorg



twitter.com/CICADAorg



youtube.com/CICADAorg

Restez en contact : envoyez-nous vos nouvelles !

Membres et partenaires du CICADA, merci de nous envoyer vos nouvelles pour les partager avec la communauté du CICADA dans nos futurs bulletins. Du texte et des images peuvent nous être envoyés à :

cicada.news@mcgill.ca

Pour vous abonner à ce bulletin, visitez : cicada.world/news/newsletter

L'avenir post-extractivisme autochtones

Par Kristen Lyons, Anthony Esposito et Murrawah Johnson

Les mouvements de défense des droits autochtones ont déstabilisé et continuent de déstabiliser les structures juridiques, économiques et politiques coloniales dans un contexte où s'imagine un avenir au-delà des combustibles fossiles et de l'extractivisme. En Australie, la résistance d'un groupe de gardiens culturels des Premières nations Wangan et Jagalingou à l'énorme mine de charbon thermique Adani Carmichael dans le bassin de Galilée, dans le centre du Queensland, a mis l'accent sur les droits autochtones, notamment le droit de dire « non » en s'opposant à la violence systémique de l'extractivisme.

La lutte remarquable et bien documentée des Wangan et des Jagalingou a marqué un moment historique dans la politique australienne en matière de ressources. En dévoilant un appareil d'État raciste qui permet aux forces inexorables de l'extractivisme de s'exprimer, et en contestant cette injustice, ils ont rendu urgentes les demandes d'un avenir post-extractiviste fondé sur les droits de l'homme.

D'autres victoires récentes en Austra-



Murrawah Johnson, codirectrice et responsable des Premières nations pour Youth Verdict, et ancienne porte-parole des jeunes pour le Conseil de la famille Wangan et Jagalingou, à l'extérieur du tribunal du Queensland après une victoire historique.

lie - malgré le feu vert donné à la mine de charbon Carmichael d'Adani à l'issue d'une longue campagne politique et d'une stratégie de contentieux - démontrent l'importance croissante de ces luttes en matière de droits.

La résistance durable des peuples des Premières nations de Wangan et de Jagalingou à Adani

Les concessions de charbon et les baux miniers de Carmichael d'Adani se trouvent sur les terres des Wangan

et des Jagalingou. Les peuples des Premières nations Wangan et Jagalingou sont les gardiens de ces terres depuis « des milliers d'années » et, comme ne cesse de l'affirmer le chef culturel des Wangan et des Jagalingou, Adrian Burragubba, c'est la Yuree - ou la loi - qui est respectée grâce à la continuité des pratiques culturelles sur le territoire.

Depuis 2012, les clans de Burragubba et le groupe plus large qu'il dirige - le Conseil familial des propriétaires tra-

Activiste des droits en Australie

ditionnels de Wangan et de Jagalingou - ont été fermes dans leur rejet d'un accord avec Adani pour la mise en service de la mine. Leur campagne « non, c'est non » a été emblématique de leur défense du pays, des droits et des personnes.

En 2015, après que les clans eurent rejeté pour la deuxième fois un accord d'utilisation des terres avec Adani, Burragubba a informé la Cour fédérale que les terres ancestrales de Wangan et de Jagalingou, y compris les sources de Doongmabulla - un site sacré à partir duquel le serpent arc-en-ciel, ou Mun-

dunjudra, s'est déplacé pour façonner la terre - étaient menacées de dévastation.

La violation du droit coutumier, des droits culturels et de l'autodétermination dans le comportement d'Adani à l'égard de Wangan et de Jagalingou a été au cœur de leur opposition soutenue au projet de mine. Ils ont reçu un énorme soutien public en Australie, notamment une pétition publique de plus de 130 000 personnes (ce qui est considérable dans le contexte australien), ainsi qu'une démonstration de solidarité internationale ; ils ont eu un impact négatif sur l'approbation sociale de la mine

et sur la disponibilité des financements pour l'entreprise Adani.

Malgré la « dépossession légalisée » mise en place par Adani avec l'aide de l'État et du gouvernement fédéral, les gardien-nes culturel-les de Wangan et de Jagalingou demeurent dans la zone de la concession minière de Carmichael d'Adani. Leurs pratiques culturelles forment encore la base de leurs revendications territoriales. Ils exigent la reconnaissance et la protection de leurs droits humains, alors même qu'Adani cherche à les criminaliser et à faire d'elles et eux des intrus sur leurs propres terres. Les gardien-nes de la culture prévoient d'engager d'autres actions en justice fondées sur les droits de l'homme, afin d'empêcher la destruction des sources de Doongmabulla qu'entraînerait l'extraction de l'eau nécessaire à l'exploitation de la mine.

Un programme pour les droits autochtones

Adani a obtenu des concessions de charbon pour son site minier en 2010 et des baux miniers - sans consentement libre, préalable et éclairé - en 2016. Toutefois, ce n'est qu'avec l'extinction des titres autochtones pour les infrastructures essentielles en 2019 - sous le couvert d'un accord contesté d'utilisation



Adrian Burragubba, gardien culturel principal de Wangan et Jagalingou : "Ngarli yamba nani", "Notre patrie".

Suite à la page 6

Suite de la page 5

des terres autochtones - qu'Adani a pu, finalement, outrepasser la résistance de Wangan et de Jagalingou.

À ce moment-là, cependant, les propriétaires traditionnels de Wangan et de Jagalingou avaient bloqué le projet pendant près d'une décennie en s'y opposant de manière persistante et en intentant des actions en justice, transformant un projet qui avait reçu le feu vert au plus fort du boom minier, en un paria industriel - un projet sur le point de devenir un actif abandonné alors que l'ordre international de l'énergie et de la finance est en passe de se retourner de manière décisive contre lui.

Ce sont Wangan et Jagalingou qui, en faisant valoir leurs droits humains, ont fourni les arguments juridiques qui ont retardé la mise en service de la mine pendant si longtemps. C'est l'activisme en faveur des droits des autochtones qui a réussi à perturber directement ce projet, en dépit d'un régime juridique et politique défavorable aux peuples des Premières nations en Australie.

Aujourd'hui, alors qu'ont lieu les premières exportations de charbon de la mine Carmichael d'Adani, la valeur des entreprises Adani s'est effondrée de plus de 100 milliards de dollars après qu'un rapport de Hindenburg Research a allégué une fraude massive de la part de l'entreprise, tandis qu'un nombre croissant d'affaires juridiques concernant les Premières nations démontrent la façon dont la lutte pour les droits autochtones façonne l'avenir post-extractiviste de l'Australie. Deux affaires illustrent cette tendance.

Les peuples autochtones déploient des stratégies de défense des droits humains contre le changement climatique

En 2019, huit habitant-es des îles du détroit de Torres et six de leurs enfants ont déposé une plainte auprès des Nations



Murrawah Johnson et Monique Jeffs, codirectrices de Youth Verdict.

unies, déclarant que le changement climatique portait atteinte à leur mode de vie, à leur culture et à leurs moyens de subsistance. Dans leur plainte, les insulaires du détroit de Torres décrivent comment les fortes pluies et les tempêtes associées au changement climatique ont dévasté leurs maisons et leurs cultures vivrières. La montée des eaux a également inondé les tombes familiales.

Dans une décision historique rendue en septembre 2022, un comité des Nations unies a estimé que l'ancien gouvernement de coalition de l'Australie avait violé les droits de l'homme des insulaires du détroit de Torres en ne réagissant pas de manière adéquate à la crise climatique. Le comité des droits de l'homme des Nations unies a estimé que l'Australie n'avait pas protégé les insulaires du détroit de Torres contre les effets du changement climatique et qu'elle avait violé leur droit de jouir de leur culture et de ne pas subir d'ingérence arbitraire dans leur vie privée, leur famille et leur foyer.

En novembre 2022, Youth Verdict - un groupe de jeunes militant-es des Premières nations et de divers horizons - a gagné le procès qu'il avait intenté en 2019 contre le projet de mine de charbon Waratah Coal du géant minier

australien Clive Palmer dans les régions de Wangan et de Jagalingou - une mine quatre fois plus grande que celle d'Adani et le plus grand projet de mine de charbon de l'hémisphère sud.

L'une de ces militant-es est Murrawah Johnson, autrice de cet article, codirectrice et responsable des Premières nations pour Youth Verdict, et précédemment porte-parole des jeunes pour le Conseil des familles de Wangan et Jagalingou. L'affaire historique porte par Youth Verdict devant le tribunal foncier du Queensland s'est opposée au projet de Waratah Coal en invoquant à la fois la loi sur la protection de l'environnement et la loi sur les droits humains du Queensland (QHRA). L'affaire était centrée sur les témoins des Premières nations et leurs droits humains à la culture, et a publiquement démontré l'impact du changement climatique sur les peuples des Premières nations du Queensland.

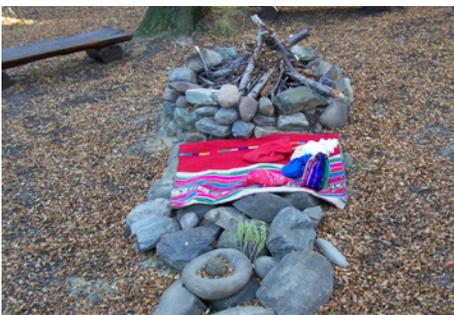
Dans une décision forte et qui fait jurisprudence, le président du tribunal foncier a recommandé que les demandes de bail minier et d'autorisation environnementale soient rejetées par les ministères concernés. Il s'agit d'une victoire sans appel, tous les motifs ayant

Suite à la page 9

Connexions d'un pôle à l'autre à partir des danses autochtones, du corps/de la terre et des relations intergénérationnelles en Amérique du Nord et en Amérique latine

Par Déborah Maia de Lima et Claudia Mitchell

Pour chaque arbre brûlé, pour chaque parcelle de forêt détruite, c'est aussi notre corps qui est violé. Cette citation de Shirley Krenak (2021), membre du peuple autochtone Krenak au Brésil, confirme ce que des chercheurs.euses de différentes disciplines ont écrit sur la relation cruciale entre la terre, la compréhension autochtone du corps et la manière dont le colonialisme a affecté leur déconnexion. Dans l'histoire, la colonisation de la terre va de pair avec la colonisation des corps, en particulier ceux des personnes défavorisées, des femmes, des autochtones et des personnes de couleur (Hawthorne, 2007).



Cérémonie au parc Yatana (avril 2013 à Ushuaia, Argentine). Photo par Déborah Maia de Lima

Toujours en reprenant les mots de Shirley Krenak : « Lorsque vous bougez votre corps en faisant les mouvements du chant, vous reproduisez le mouvement des eaux, vous reproduisez le mouvement du monde qui tourne autour de vous, ce qui fait de nous les gardien-nes de cette terre sacrée. » L'expression culturelle autochtone a démontré l'importance de l'art comme

moyen de contestation : « L'art est un outil de dialogue qui peut être formé pour donner une voix ou renforcé pour faire taire (Kidane, 2014). En tant que forme d'expression importante du paradigme autochtone, les danses peuvent jouer un rôle dans la survie et établir un territoire géopolitique particulier.

Le corps est l'un des quatre piliers du concept de santé, de guérison ou d'harmonie des peuples autochtones, constituant un rôle important de la Roue de médecine: le corps, l'esprit, les émotions et l'âme. Moment de rassemblement, de partage, d'hommage aux ancêtres, de transmission et de transfert des connaissances, d'affirmation de la présence des peuples autochtones sur terre, la danse est un aspect fondamental de la culture. Elle exprime également la relation étroite avec l'environnement (par exemple, la danse Kuarup au Brésil et le Women's Fancy Shawl au Canada). La « piste du pow-wow » en Amérique du Nord (Giroux, 2016), dans laquelle les peuples autochtones génèrent leur propre espace géographique marqué, constitue un autre exemple de ces pratiques.

Reconnaissant le besoin d'études approfondies sur la relation entre les effets de la violence contre la terre et les aspects du corps et de la danse chez les peuples autochtones, une étude interaméricaine financée par le SSRHC est en cours au sein du département d'études intégrées en science de l'éducation de l'université McGill. Cette recherche adopte une approche allant d'un pôle à



Chutes du Niagara (juillet 2028). Il n'y a pas de côté canadien et américain lorsqu'il s'agit des eaux. Photo par Déborah Maia de Lima

l'autre, impliquant des peuples autochtones du sud de l'Argentine au Canada, entrelaçant les danses autochtones, les notions de terre et de territoire de ces peuples, ainsi que leurs perceptions de la manière dont la violence contre leur terre affecte leur corps/corporéité dans une perspective intergénérationnelle. D'un point de vue méthodologique, il s'agit d'une étude en plusieurs phases qui s'appuie sur des méthodes de recherche participative, notamment des entretiens semi-structurés, des méthodes de photo-voix et de photo-élicitation. Les résultats nous permettront de mieux aborder les projets décoloniaux interaméricains et les actions sociales à l'aide d'un cadre épistémologique autochtone. Un outil de dialogue numérique multimédia sera créé afin de mettre en valeur les voix autochtones et donner un large aperçu des différences et similitudes entre les perspectives autochtones à travers les Amériques. Cette approche de la recherche semble impérative, puisque Krenak nous met en garde : « Ce que nous voulons, c'est simplement que vous vous arrétiez et que vous nous écoutiez. » ●

La contemporanéité de la médecine Maya

Par Geneviève Marion-Séguin (Université Laval)

Mon projet de maîtrise en anthropologie, réalisé à l'Université Laval sous la direction de Sylvie Poirier, porte sur la contemporanéité de la médecine Maya dans la péninsule du Yucatan (Mexique). La clinique Natural Xiuu de Don Renato, située à Mérida, capitale de l'État du Yucatan, est au coeur de mes travaux de recherche. Don Renato se présente comme un guérisseur traditionnel. Notons que le choix de l'utilisation de ce terme est basé sur celui de « medico



Le séchage des herbes: Herboriste, Don Renato fait pousser sur son terrain à Acanceh de nombreuses plantes qu'il utilise dans sa pratique. Il récolte lui-même ces plantes qu'il fait ensuite sécher, pulvérise et encapsule avec l'aide de ses employés. Photos de Geneviève Marion-Séguin



Don Renato sur sa terre à Acanceh, située à 40 minutes de Mérida. Photo de Geneviève Marion-Séguin

tradicional » utilisé tant par les instances politiques que par les guérisseurs eux-mêmes. Je m'intéresse aux relations, multiples, flexibles et complexes, au sein desquelles la médecine Maya

contemporaine est impliquée, aux enjeux auxquels elle fait face ainsi qu'à ses modes d'expression dans un contexte où s'enchevêtrent des visions du monde découlant de la tradition et de la résistance Maya, de la colonisation et de la globalisation. Étant massothérapeute professionnelle, j'ai eu l'opportunité d'accompagner et d'assister Don Renato, au cours de l'été 2022, dans son travail à sa clinique de Mérida et dans d'autres villes mexicaines. Cette expérience m'a permis d'entrer en contact avec les pratiques actuelles de la médecine Maya et d'être témoin des défis qu'implique la rencontre de mondes différents mais aussi de l'ingéniosité avec laquelle les



La sobada maya (massage) débute toujours par une lecture de l'abdomen. Le poulx doit « sauter » juste au dessus du nombril. En cas contraire, la racine du nombril, traditionnellement connue comme tip té, est considérée comme étant déplacée. Il s'agit alors d'effectuer un massage abdominal profond afin de replacer les organes ainsi que d'autres tendons du corps afin de rétablir l'équilibre et redonner à ceux-ci leur place respective. Photo de Geneviève Marion-Séguin



Pulvérisation et mise en capsule des herbes, écorces et racines des plantes. Photos de Geneviève Marion-Séguin



guérisseurs traditionnels adoptent divers outils modernes pour donner un nouveau souffle et transformer la médecine maya afin de la pérenniser, la faire connaître et la rendre accessible à tous.

Les guérisseurs Mayas ont parfois des spécialités : hierbateros (herboristes), sobadores (le terme qui se rapproche le plus serait celui de massothérapeute

Suite à la page 9

Suite de la page 6

été retenus. La décision se fonde sur la contribution des mines au changement climatique, leur impact sur l'environnement et les limitations injustifiables imposées aux droits humains et culturels des Aborigènes, des insulaires du détroit de Torres et des autres habitant·es, y compris aux jeunes et à leur droit à la vie.

C'est la première fois qu'un tribunal australien se prononce contre l'autorisation d'une méga exploitation minière pour des raisons liées au changement climatique et à l'impact du climat sur les cultures des Premières nations. C'est également la première fois que le tribunal foncier du Queensland a pris en compte les preuves fournies par les peuples des Premières nations, conformément au protocole de la première loi. Ce protocole a renforcé le poids accordé aux preuves des Premières nations dans les objections aux nouveaux projets de combustibles fossiles, considérant ces preuves comme une forme de connaissance experte.

Les conséquences de cette affaire pour les mouvements plus larges de défense des droits des autochtones, de l'environnement et du climat sont encore en cours d'examen, mais l'appel interjeté contre la décision par le promoteur de

la mine a été abandonné, ce qui laisse la décision en l'état.

Ces affaires marquent le début d'une nouvelle ère pour les Premières nations et le changement climatique en Australie, les droits de l'homme étant au cœur des décisions juridiques relatives au changement climatique et à l'extractivisme des ressources. Wangan et Jagalingou, entre autres Premières nations, ont lancé le défi de repenser l'extractivisme en matière de combustibles fossiles et de défendre les droits des autochtones, les relations avec le pays et la souveraineté culturelle autochtone en tant que premier principe dans la réponse au défi du changement climatique. ●

Toutes les photos de cet article ont été fournies par les auteurs.

Kristen Lyons est professeure de sociologie environnementale à l'école des sciences sociales de l'université du Queensland et chercheuse principale à l'Oakland Institute, basé aux États-Unis. Ses travaux de recherche, de plaidoyer et d'éducation se situent à l'intersection des populations, de l'environnement et du développement, notamment sur les questions liées au changement climatique et aux droits de l'homme en Ouganda, dans les Îles Salomon et en Australie. Elle a participé à une collaboration de recherche transdisciplinaire avec le Conseil des familles Wangan et Jagalingou, financée par le Global Change Institute, afin de comprendre les stratégies et les impacts de la résistance à la mine Carmichael d'Adani, menée sous l'égide des droits autochtones.

En 2022, elle a également bénéficié d'une bourse O'Brien au Centre pour les droits de l'homme et le pluralisme juridique de McGill.

Murrawah Johnson est une femme Wirldi de la nation Birri Gubba. Murrawah est liée aux pays de Wangan et de Jagalingou en tant que propriétaire traditionnelle Wirldi, et elle est également fière de ses liens avec les peuples Kanggalou, Kullilli et Iman. Elle est une dirigeante émergente des Premières nations. Murrawah a travaillé sur des litiges relatifs aux droits des aborigènes devant la Cour fédérale et la Cour suprême du Queensland ; elle a fait du lobbying auprès des gouvernements fédéral et des États, ainsi que des sociétés financières internationales ; elle a présenté des rapports sur les violations des droits de l'homme aux agences et rapporteurs des Nations unies ; et elle a élaboré des programmes de recherche et d'action politique. Elle travaille également sur des stratégies de justice climatique et autochtone au niveau communautaire et facilite les solidarités entre les Premières nations dans les pays CANZUS. Elle est actuellement codirectrice et responsable des Premières nations pour Youth Verdict, une petite organisation qui utilise les voies juridiques pour défendre les droits de l'homme des Premières nations et l'action climatique menée par les autochtones.

Anthony Esposito est un facilitateur politique qui a près de 40 ans d'expérience de campagne à l'interface des droits des autochtones, de la restitution des terres et de la protection de l'environnement. Pendant tout ce temps, il a travaillé au niveau national sur les droits des autochtones et les initiatives de conservation, ainsi que sur l'élaboration d'accords de coopération entre les ONG et les groupes des Premières nations. Pendant six ans, il a été directeur de campagne et conseiller stratégique du Conseil familial des propriétaires traditionnels de Wangan et Jagalingou (W&J), le groupe de Premières nations à l'avant-garde de la résistance au projet de méga mine de charbon d'Adani et à l'ouverture du bassin de Galilée. Au cours des trois dernières années, il a conseillé Youth Verdict dans l'élaboration de son programme d'action en matière de droits de l'homme et de climat. Il continue d'apporter un soutien stratégique aux gardiens culturels de W&J Nagana Yarrbayn.

Suite de la page 8

mais il est également employé pour désigner les sage-femmes sobadoras et sage-hommes), hueseros (chiropraticiens), h'men'oob (chamans). Toutefois, il n'est pas rare, comme c'est le cas de Don Renato, que leur pratique englobe plusieurs ou l'ensemble de ces rôles. Les termes espagnols utilisés par les guérisseurs eux-mêmes, sauf celui de h'men'oob qui est un terme Maya, témoignent de la présence coloniale au sein de la société Maya. ●



Geneviève Marion-Séguin est étudiante à la maîtrise en anthropologie sous la direction de Sylvie Poirier à l'Université Laval.

Spiritiste (espiritista), Don Renato incarne l'esprit d'un guérisseur ayant vécu dans la région avant la colonisation et connu pour être incarné par divers spiritistes depuis le début du XXe siècle. À noter que le terme espiritista est celui employé par Don Renato qui n'utilise ni celui de médium ni de chaman. Photo de Geneviève Marion-Séguin

Rencontre internationale sur l'éducation et les savoirs autochtones au sein du territoire Mapuche Lafkenche

Par Rolando Ivan Magana Canul (UQAT) et Benoit Éthier (UQAT)

Les membres du projet Alianza Saberes y Educación Indígena (ASEI)¹ ont organisé une rencontre internationale, qui a eu lieu du 24 au 28 octobre 2022, au sein de la communauté de Mateo Nahuelpán, dans la région de l'Araucanie, située au sud du Chili. L'objectif de cette rencontre fut de réunir des personnes d'origines culturelles et géographiques différentes pour échanger sur l'éducation et la transmission des connaissances dans les territoires autochtones. Mateo Nahuelpán est située sur le territoire ancestral des Mapuche Lafkenche, dans le secteur connu sous le nom de Monkul. Là convergent mer, rivière et zones humides.

Le début de notre rencontre a été marqué par une cérémonie célébrée par un chef spirituel mapuche. Nous nous sommes tous-tes réuni-es à un endroit proche de la mer, autour du feu, du *Wünyelfe*², des offrandes et des branches d'un arbre sacré dans la cosmogonie mapuche. Là, on a prié et en-



Les terres humides de Monkul et l'océan Pacifique à l'horizon. Photo de Gabriel Marcotte

tonné des chants au son de la musique traditionnelle, afin d'assurer le bon déroulement de notre rencontre. Vers la fin de la cérémonie, les offrandes ont été distribuées aux participant-es et déposées sur le sable et dans la mer.

La réunion a été le théâtre de discussions sur les impacts de l'éducation officielle dans les Amériques, les défis auxquels sont confronté-es les éducateurs-trices ayant une perspective in-

terculturelle, et le développement d'initiatives visant à la récupération et à la transmission des savoirs traditionnels, dans différentes communautés autochtones du Chili, du Mexique et du Canada. Du point de vue des participant-es Mapuche, Maya, Nahua, Purépecha, Atikamekw, Nehirowisiwok et Inuit, l'enseignement promu par les États ne tient pas compte de leurs visions du monde, de leurs langues, de leurs valeurs et de leurs pratiques traditionnelles dans le cadre de l'éducation.

Néanmoins, de plus en plus d'acteurs-trices communautaires prennent des initiatives visant à revaloriser leurs identités culturelles, à récupérer leurs langues et à renforcer leurs modes traditionnels de transmission des savoirs et des savoir-faire liés à leurs territoires ancestraux. Ils et elles investissent du temps, des efforts, des ressources et de la créativité afin d'intégrer leurs visions et leurs éléments culturels aux espaces éducatifs officiels, et d'impliquer les familles et d'autres membres des com-



Le groupe à Ekos de Monkul. Photo de Kevin Papatie



Cérémonie mapuche au début de notre rencontre internationale. Photo de Gabriel Marcotte

munautés dans les processus d'enseignement et d'apprentissage. Le plus grand bénéfice qu'en retirent ces éducateurs-trices et leaders autochtones est la satisfaction de contribuer au maintien de la culture de leur propre peuple.

Le Conseil d'éducation interculturelle (MEI) dans la commune de Purén en est un exemple, dans le contexte Mapuche au Chili. Le MEI rassemble des enseignant-es et des éducateurs-trices traditionnel-les de différentes écoles et de différents niveaux d'enseignement autour de l'interculturalité. L'un de ses piliers fondamentaux, à savoir le rétablissement du lien entre les étudiant-es autochtones et leurs territoires, a récemment été intégré au programme de licence en langue et culture maya de l'Universidad de Oriente (UNO) dans le Yucatán, au sud-est du Mexique. Dans la Meseta Purépecha du Michoacán, au Mexique, l'enseignement de la langue et de la culture purepecha, fondé sur une perspective holistique, est encouragé dès l'école maternelle. Dans le centre de Veracruz, au Mexique, les enseignant-es des écoles développent des projets didactiques en coopération étroite avec les familles nahua, qui s'inscrivent dans une stratégie de récupération et de renforcement de la culture et de la langue au sein de cette nation autochtone. Dans le contexte canadien, une grande partie des efforts des éducateurs-trices

pour sauvegarder la langue et la culture atikamekw nehirowisiw reposent sur des activités périscolaire. Ces initiatives impliquent les principaux-ales acteurs-trices de la communauté dans la transmission des savoirs traditionnels. Plus au nord, la revitalisation de la culture et de la langue inuites se



Janis Ottawa se produit avec les jeunes Mapuches lors de la cérémonie à l'école Collico Ranco. Photo de Gabriel Marcotte

fait également de différentes manières. L'une d'entre elles est la promotion des pratiques traditionnelles, par exemple la construction d'iglous et de luges pendant les semaines culturelles. Notre équipe a visité l'école Collico Ranco en territoire Mapuche. Dans cette école, la plupart des élèves Mapuche apprennent en pratiquant leur propre langue et leur propre culture. Nous avons été accueilli-es par les élèves, les éducateurs-trices

traditionnels-les, les habitant-es de communautés voisines et les autorités éducatives.

Outre le partage et l'expérience de différentes initiatives, cette rencontre a réaffirmé l'intérêt des membres de l'équipe de l'ASEI pour la diffusion et la mobilisation de différentes ressources visant à la transmission des langues et des cultures autochtones (Photo 5). Une façon d'atteindre cet objectif serait de créer une banque d'activités pédagogiques à la disposition de différents peuples. Une autre initiative consisterait à promouvoir la construction de structures régionales contribuant à la coordination des acteurs-trices, des autorités et des écoles dans les territoires. Enfin, la création d'un programme international d'éducation autochtone pourrait être promue avec les partenaires et les ressources du projet ASEI. ●

Cet événement a été financé par le programme de Développement de partenariat du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

Notes de fin:

1 Partenariat savoirs et éducation autochtone (PSÉA) en français et Indigenous Knowledge and Educational Partnership (IKEP) en anglais.

2 Symbole cosmogonique de la culture mapuche, qui a la forme d'une étoile blanche à huit branches sur fond bleu.

Publications récentes de partenaires du CICADA :



Walking Together, Working Together : Engaging Wisdom for Indigenous Well-Being (Marcher ensemble, Travailler ensemble : inviter la sagesse pour le bien-être des populations autochtones)

Édité par Leslie Main Johnson et Janelle Marie Baker

Les aîné-es, les guérisseurs-ses, les médecins occidentaux et les chercheurs-ses autochtones recherchent des synergies entre pratiques autochtones et biomédecine occidentale. Cet ouvrage collectif adopte une vision holistique du bien-être, en recherchant une complémentarité entre les approches autochtones de la guérison et la biomédecine occidentale. Les thèmes abordés concernent les guérisseurs-ses traditionnel-les et les approches du traitement des maladies, les savoirs traditionnels et la propriété intellectuelle en matière de plantes médicinales, le rôle de l'alimentation et des aliments traditionnels dans la promotion de la santé, les approches culturellement sensibles du travail de guérison avec les populations autochtones urbaines et l'intégration de la biomédecine, des thérapies alternatives et de la guérison autochtone dans la pratique clinique. Tout au long de l'ouvrage, les voix des aîné-es, des guérisseurs-ses, des médecins et des chercheurs-ses dialoguent pour promouvoir le bien-être des communautés autochtones grâce à la collaboration. Cet ouvrage intéressera les chercheurs-ses en études autochtones, en médecine et en santé publique, en anthropologie médicale, ainsi que tous-tes celles et ceux qui œuvrent en faveur de la prestation de soins et de la santé publique dans les communautés autochtones.

Collaborateurs-trices : Darlene P. Auger, Dorothy Badry, Janelle Marie Baker, Margaret David, Meda DeWitt, Hal Eagletail, Gary L. Ferguson, Marc Fonda, Annie I. Goose, Angela Grier, Leslie Main Johnson, Allison Kelliher, Rick Lightning, Mary Maje, Ann Maje Raider, Maria J. Mayan, Ruby E. Morgan, Luu Giss Yee, Richard T. Oster, Camille (Pablo) Russell, Ginetta Salvalaggio, Ellen L. Toth, Harry Watchmaker.

Leslie Main Johnson est professeur émérite d'anthropologie à l'université d'Athabasca et vit à Edmonton sur le territoire du traité n°6. Janelle Marie Baker est professeur adjoint d'anthropologie à l'université d'Athabasca et vit à la frontière des traités 6 et 7.



The Three Deaths of Cerro De San Pedro : Four Centuries of Extractivism in a Small Mexican Mining Town (Les trois morts de Cerro De San Pedro : Quatre siècles d'extractivisme dans une petite ville minière mexicaine)

Par Daviken Studnicki-Gizbert

Le 11 mai, le professeur Daviken Studnicki-Gizbert (département d'histoire, université McGill), co-chercheur du projet CICADA, a lancé son dernier livre, *The Three Deaths of*

Cerro De San Pedro : Four Centuries of Extractivism in a Small Mexican Mining Town (University of North Carolina Press, 2022). Ce livre retrace trois cycles d'expansion et de ralentissement de l'exploitation des métaux précieux sur un site minier de l'État mexicain de San Luis Potosí, depuis l'arrivée des Espagnols à la fin du XVI^e siècle jusqu'à l'exploitation par les Américains aux XIX^e et XX^e siècles, puis à la reprise de la mine par des intérêts canadiens au début du siècle actuel. Comme l'indique le livre dans son introduction, il vise à "comprendre la destruction contemporaine du Cerro de San Pedro à la lumière de son passé". Comme l'a noté le professeur John Soluri (département d'histoire de l'université Carnegie Mellon), "vaste, ambitieuse et captivante, cette histoire approfondie d'un "petit endroit" révèle comment les furies du colonialisme et du capitalisme ont balayé et traversé une ville minière et l'ont laissée en lambeaux et meurtrie". Studnicki-Gizbert fournit des contextes historiques et matériels essentiels pour comprendre et intervenir dans les conflits contemporains liés à l'extractivisme au Mexique et au-delà". *Pour plus d'informations et pour acheter le livre, voir : <https://uncpress.org/book/9781469671109/the-three-deaths-of-cerro-de-san-pedro/>*

Un remerciement particulier à Lucía Justo, Ségolène Guinard, Katrina Joosten, Steven Schnoor et Iván Vargas pour leur soutien dans la conception, la traduction et l'édition finale de ce nouveau numéro du bulletin du CICADA.